

## LE DÉSENCLAVEMENT DE L'ASIE CENTRALE : PERSPECTIVES SÉCURITAIRES ET ÉNERGÉTIQUES



### DIRECTEURS

**Albert LEGAULT**  
**Stéphane ROUSSEL**  
**André LALIBERTÉ**

**Forum sur  
la sécurité  
et la défense**



L'effondrement de l'Union soviétique en 1991 amorce la marche vers l'indépendance des cinq anciennes républiques soviétiques de l'Asie centrale - le Kazakhstan, le Turkménistan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. Cette transition est toutefois marquée par la guerre civile tadjike entre 1992 et 1997 et par l'ascension au pouvoir d'anciens dirigeants communistes, faisant languir le spectre de l'autoritarisme sur les plus de 60 millions d'habitants de la région. Longtemps isolée géographiquement et politiquement par l'hégémonie russe, l'Asie centrale, suite aux événements du 11 septembre 2001, est revenue sous les projecteurs comme enjeu de sécurité énergétique et internationale.

### Kazakhstan

Superficie : 2,7 millions de km<sup>2</sup>

Population : 15,2 millions

PIB/*per capita* : \$ 9 100

### Turkménistan

Superficie : 488 100 km<sup>2</sup>

Population : 5 millions

PIB/*per capita* : \$ 8 900

### Ouzbékistan

Superficie : 447 400 km<sup>2</sup>

Population : 23,3 millions

PIB/*per capita* : \$ 2 000

### Tadjikistan

Superficie : 143 100 km<sup>2</sup>

Population : 7,3 millions

PIB/*per capita* : \$ 1 300

### Kirghizistan

Superficie : 198 500 km<sup>2</sup>

Population : 5,2 millions

PIB/*per capita* : \$ 2 000



### LA FRAGILE DYNAMIQUE AVEC L'AFGHANISTAN

La compréhension de la dynamique de désenclavement de l'Asie centrale est indissociable des deux crises qui ont secoué l'Afghanistan en 1979 et 2001. En effet, l'invasion soviétique face à la rébellion afghane en 1979 avait cimenté la présence russe en Asie centrale. Vingt-deux ans plus tard, ce fut le lancement de l'opération militaire *Enduring Freedom*, mission américaine visant le renversement du gouvernement taliban et la chasse aux membres d'Al-Qaïda, qui remit l'Asie centrale à l'avant-scène. Comme rampe de lancement d'*Enduring Freedom*, les Américains réquisitionnèrent des bases militaires en Ouzbékistan (Khanabad et Kokaida), au Kirghizistan (aéroport de Manas) et au Tadjikistan (Khulyab, Kurgan Tepe et Khojand), aboutissant à une présence militaire américaine en Asie centrale de plus de 3 000 soldats.

### LE TERRORISME ISLAMIQUE EN ASIE CENTRALE : UN ÉTAT DES FAITS

La vallée de Ferghana, pôle industriel et économique de l'Asie centrale, est partagée par l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kirghizistan. Elle est devenue, depuis la fin des années 1990, le centre de gravité de différentes mouvances terroristes. Depuis la guerre civile tadjike, deux groupes sont particulièrement ciblés par les gouvernements d'Asie centrale : le Mouvement islamique de l'Ouzbékistan (MIO) et l'Hisb ut-Tahrir (HuT). Le MIO, fondé en 1992 par Tahir Yuldashev, vise le renversement de d'Islam Karimov en Ouzbékistan et l'établissement d'un état islamique, avec l'appui du djihad. Ce mouvement revendique des actes de terrorisme et de violence politique depuis 1999. Ses membres auraient en outre combattu auprès des Talibans et d'Al-Qaïda en Afghanistan. La subsistance du MIO dans la région semble aujourd'hui fragmentaire suite à la mort de son dirigeant politique Juma Namangani en Afghanistan en novembre 2001. Certains experts avancent toutefois qu'il se serait scindé en trois regroupements, soit le Mouvement islamique du Turkestan oriental, le Mouvement islamique d'Asie centrale et le Groupe du djihad islamique.

Quant à l'Hizb ut-Tahrir, un regroupement transnational, il se présente comme non-violent, menant sa lutte au niveau idéologique. Toutefois, une nette radicalisation du mouvement semble s'opérer depuis 2001. En outre, il réclame l'établissement d'un califat englobant l'oumma, c'est-à-dire s'étendant à l'ensemble de la population musulmane. Ses supporters se chiffrent dans les dizaines de milliers, principalement en Ouzbékistan.

Une myriade d'autres regroupements de radicalisme islamique, étalés le long d'un spectre allant du pacifisme jusqu'au terrorisme, a pullulé en Asie centrale depuis la fin des années 1990. Dénotons l'Akramiya et l'Hizb un-Nusrat, de même que l'Uzun Soqol, le Tabligh Jamaat, le Lashkar-i-Taiba et le Hezbollah. Parmi ces groupes, le MIO, le Groupe de djihad islamique, le Lashkar-i-Taiba et le Hezbollah se retrouvent sur la liste américaine des organisations terroristes.

## **NARCOTRAFIC: DE LA ROUTE DE LA SOIE À LA ROUTE DE L'OPIUM**

Les frontières communes du Tadjikistan, de l'Ouzbékistan et du Turkménistan avec l'Afghanistan demeurent perméables au narcotrafic. En effet, l'Afghanistan exporte en des quantités record son opium (près de 87% de la production mondiale en 2005) à travers l'Asie centrale pour rejoindre les marchés noirs russe, européen et même chinois. Interpol avance d'ailleurs que 24 % de l'héroïne afghane passe par l'Asie centrale, chiffre majoré à 30 % par le Bureau des drogues et du crime des Nations Unies. D'autre part, le Mouvement islamique de l'Ouzbékistan a d'ailleurs été un acteur important dans le narcotrafic au long de la frontière afghane. Ralf Mutchke, à titre de directeur adjoint du CID d'Interpol, imputait au MIO près de 70 % du trafic d'héroïne et d'opium en Asie centrale au début des années 2000. Peu importe que cette proportion soit surévaluée ou non, le narcotrafic demeure une source de financement importante pour le terrorisme centrasiatique.

## **LES IMPÉRATIFS AMÉRICAINS : LA GRANDE ASIE CENTRALE**

Depuis 1991, l'aide militaire américaine a particulièrement ciblé le désarmement nucléaire du Kazakhstan. Avec la *Central Asian Border Security Initiative* (CASI) de 2000, c'est la région tout entière qui tombe désormais sous la coupe de ce programme. L'implication régionale américaine s'est consolidée en 1999 par le transfert de l'espace centrasiatique depuis le Commandement européen (EUCOM) vers le Commandement régional du CENTCOM. Pour Washington, ces changements démontrent l'importance que les États-Unis attachent à la Grande Asie Centrale. Depuis 2001, l'aide économique et militaire totale pour la région a presque triplé, passant de 28 à 76 millions annuellement, l'Ouzbékistan recevant plus de la moitié des transferts en 2004. Cette tendance semble s'être inversée pour l'année fiscale 2007, avec une baisse de 24 % de l'aide totale pour la région. L'Ouzbékistan en particulier a été touché par ces réductions.

L'OTAN est également présente en Asie centrale. Le Partenariat pour la Paix s'étendait déjà à la plupart des acteurs dès 1994, engendrant ainsi des mécanismes coopératifs de défense et de sécurité. Plus tard, au sommet d'Istanbul en 2004, les dirigeants des pays signataires du traité de sécurité régionale désignent l'Asie centrale comme « région stratégique importante ».

La présence américaine en Asie centrale perturbe les objectifs géostratégiques régionaux de la Chine et de la Russie. En octobre 2005 et plus tard lors de la visite du président Dick Cheney au Kazakhstan en mai 2006, les États-Unis n'ont pas manqué de réaffirmer leur intérêt pour la région.

## **L'HÉGÉMONIE FRAGILE DE LA RUSSIE**

La signature en novembre 2005 du Traité des relations d'alliance entre Moscou et Tachkent, un pacte de défense implicite entre les deux parties, et la réintégration de l'Ouzbékistan dans l'Organisation du Traité de Défense Collective (OTDC), de laquelle il s'était soustrait depuis 1999, consolidèrent l'axe entre Moscou et la puissance régionale ouzbèke. L'OTDC, pacte parrainé par la Russie, témoigne du déclin de l'influence régionale de la Communauté des États Indépendants. La création d'une force de déploiement rapide en 2001, de même que l'établissement d'un centre régional antiterroriste à Bichkek, au Kirghizistan, consolidèrent la portée régionale de l'OTDC. En octobre 2003, pour la première fois depuis la fin de la guerre froide, une base militaire russe fut établie à Kant, au Kirghizistan, à 30 km de la base américaine de Ganci. Un an plus tard, c'est le Tadjikistan qui renouvellera la présence permanente de la 201<sup>e</sup> division motorisée d'infanterie russe près de Douchanbe.

## **LA PERCÉE CHINOISE : LA NAISSANCE DE L'ORGANISATION DE COOPÉRATION DE SHANGHAI**

Les implications sécuritaires d'une déstabilisation politique de l'Asie centrale demeurent pour la Chine un impératif central dans son implication accrue dans la région. Des discussions auraient eu lieu durant l'année 2005 avec la Kirghizie, visant à l'établissement d'une première base militaire chinoise dans la région, information réfutée par Beijing. Pour la Chine, il s'agit avant tout de sécuriser ses nouvelles sources d'approvisionnement et de réduire sa dépendance à l'égard du pétrole transitant par le détroit de Malacca (entre 70 et 80 % de ses importations y passent).

L'Organisation de Coopération de Shanghai, institutionnalisée en 2001, dont 4 des 5 acteurs de l'Asie centrale sont membres, sert d'instrument d'influence chinoise et russe. L'OCS, club sélect ayant refusé aux États-Unis le statut de rôle d'observateur, ne s'est pas privée en revanche pour l'accorder à l'Iran, à l'Inde et au Pakistan. Cette organisation vise certes la résolution des litiges frontaliers entre les États adhérents et la gestion commune des questions sécuritaires, mais son objectif essentiel reste la lutte antiterroriste. Récemment, un groupe de travail sur l'énergie a été mis sur pied, ce qui en dit long sur les intérêts des uns et des autres.

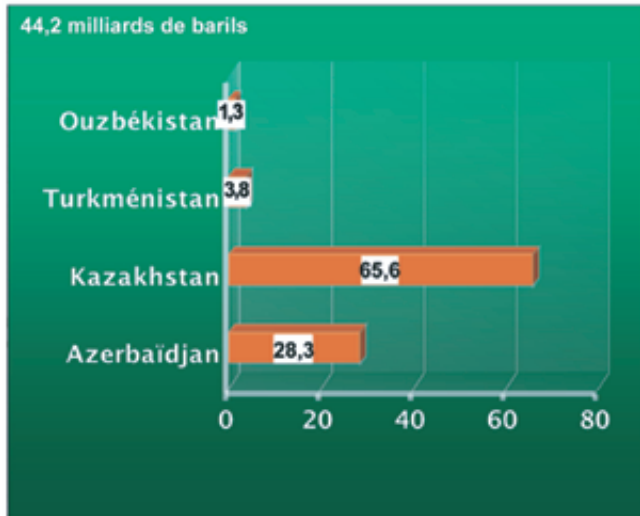
## **L'INSTRUMENTALISATION DU CONTRE-TERRORISME**

La déclaration de l'OCS, au sommet d'Astana de juillet 2005 se voulait un ultimatum à la présence américaine dans la région. On demandait aux États-Unis « de décider sur une échéance à l'utilisation des infrastructures temporaires et à la présence de contingents militaires » en Asie centrale. Inquiète de se voir chasser de l'ensemble de la région, Washington dépêcha son secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld en Asie centrale, avec des visites au Kirghizistan et au Tadjikistan les 25 et 26 juillet 2005.

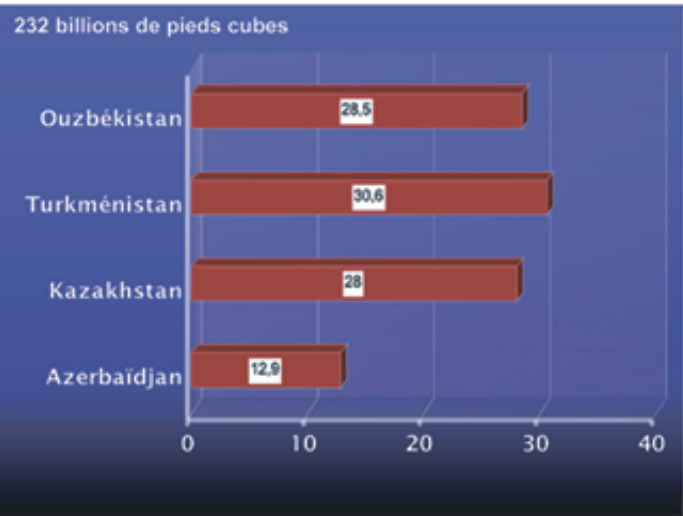
En novembre 2005, l'Ouzbékistan met les bouchées doubles en expulsant les militaires américains de la base militaire K2 (Karshi-Kanabad). La crainte de Karimov de voir les révolutions de couleurs se propager à son pays, de même que la dénonciation américaine de la répression mortelle d'Andijian de mai 2005, ont motivé cette expulsion. Au Kirghizistan, malgré la conservation des droits d'utilisation de Manas par Washington, le loyer imposé par les autorités kirghizes est passé de 2,7 millions à 150 ou 200 millions de dollars américains, ce qui contraste avec la gratuité de la base russe quelques dizaines de kilomètres plus loin. Depuis, les Américains, suivis par les Japonais et l'Union européenne, tentent de retisser les liens rompus avec le

gouvernement de Tachkent, comme en témoignent les visites successives de représentants gouvernementaux en Ouzbékistan entre août et octobre 2006.

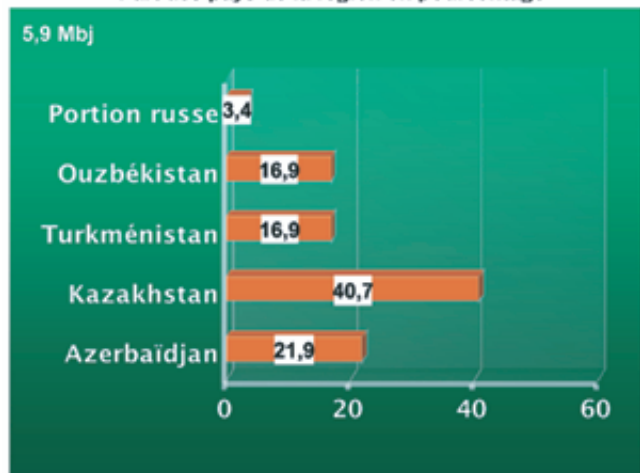
**Réserves prouvées (estimations hautes) de pétrole de la région**  
Part détenue par les pays de la région en pourcentage



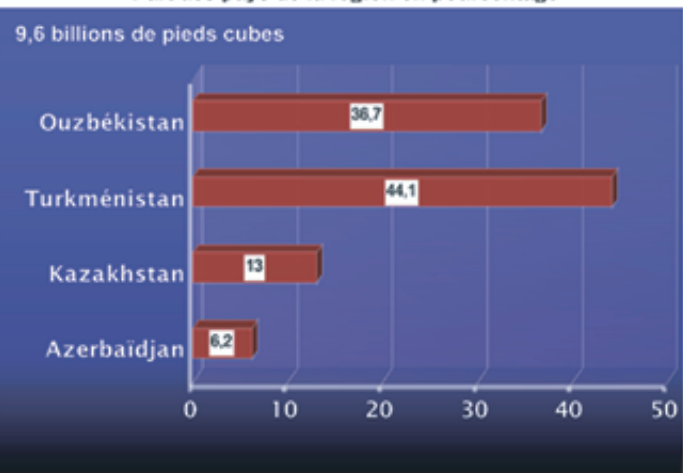
**Réserves de gaz prouvées de la région**  
Part détenue par les pays de la région en pourcentage



**Production prévue (estimations hautes) de pétrole en 2010**  
Part des pays de la région en pourcentage



**Production prévue de gaz (estimations hautes) en 2010**  
Part des pays de la région en pourcentage



Source: DOE, EIA, « Caspian Sea region : Survey of Key Oil and Gas Statistics and Forecasts », juillet 2005

## LES VOIES D'ACHEMINEMENT DU GAZ ET DU PÉTROLE

En matière de prévision de production pétrolière pour la région en 2010, le Département de l'énergie américain (DOE) place le Kazakhstan à la tête de tous les pays de la région (40,7 %). L'Ouzbékistan et le Turkménistan suivent, chacun avec une part de 16,9 %. Quant aux prévisions de production gazière pour 2010, le Turkménistan mène le bal suivi par l'Ouzbékistan. Le Kazakhstan, en dépit de ses importantes réserves gazières, vient au troisième rang. Dans ces pourcentages régionaux sont comptabilisées les productions de l'Azerbaïdjan.

Pour tous les pays de la région, la question centrale du désenclavement tient à l'éventualité de trouver des voies d'acheminement qui n'empruntent pas les réseaux de distribution de l'ancien système soviétique. Par exemple, le Kazakhstan a exporté en 2005 un peu plus qu'un million de barils par jour (1,1 Mbj), dont la plus grande partie a transité vers le Nord via les réseaux de distribution russes ou par rail. Les livraisons vers l'ouest ont aussi augmenté à travers le pipeline CPC (Caspian Pipeline Consortium) qui passe au long du Caucase Nord, tandis que le pipeline du Caucase sud, le BTC (Bakou-Tbilissi-Ceyhan), pourrait devenir le principal compétiteur du CPC. Les Russes ont donc conclu un accord avec le Kazakhstan pour faire en sorte que la quantité de pétrole acheminée à travers le Caucase Nord soit augmentée. À l'est, le Kazakhstan a aussi conclu un accord avec la Chine et le fameux pipeline Atasu-Alanshankou est désormais en opération depuis décembre 2005. Mais la Russie y trouve aussi son compte, car une partie du pétrole acheminé *via* l'oléoduc vers la Chine provient des gisements de Sibérie occidentale.

La lutte qui se poursuit en Asie centrale a un caractère triangulaire. La Chine entend augmenter ses importations d'Asie centrale, ce qui ajoute à la sécurité de ses approvisionnements, car en cas de conflit elle estime vulnérables ses fournitures maritimes qui passent par le détroit de Malacca. La Russie, de son côté, souhaite contrôler et développer les gisements d'Asie centrale, ce qui lui permet de retarder ses investissements dans d'autres régions stratégiques de Russie plus éloignées et plus coûteuses à exploiter. Les États-Unis, enfin, estiment qu'il faut investir dans la région et développer les voies d'acheminement du BTC et du gazoduc parallèle au long de ce dernier vers la Turquie et l'Europe tout en contournant l'Iran. Quant aux pays d'Asie centrale, ils coopèrent avec l'un ou l'autre des trois pôles du triangle, pour autant que chacun y trouve son compte.

D'autres projets sont toujours dans les cartons, dont un pipeline traversant les reliefs iraniens, au sud, avec comme porte de sortie le Golfe Persique et un second projet dénommé *Central Asia Oil Pipeline*, qui pourrait joindre le pétrole turkmène et ouzbek au port de Gwadar sur la côte maritime du Pakistan. Sur le plan gazier, la voie du sud-est est aussi envisagée, par un gazoduc trans-afghan, afin de répondre aux besoins énergétiques pakistanais et indiens. En outre, le projet d'un gazoduc sous-marin trans-caspien, qui acheminerait le gaz turkmen et kazakh à Bakou, est toujours en suspens. La Russie brandit la carte environnementale, s'opposant à cette tentative de contourner le réseau de Gazprom. Bien que les États-Unis s'opposent à tout transfert pétrolier ou gazier à travers l'Iran, il n'en reste pas moins que les pays importateurs régionaux ainsi que l'Europe ont tout intérêt à diversifier leurs sources d'approvisionnements. Ne serait-ce que pour réduire leur dépendance à l'égard des fournitures russes. Toutefois, l'obstacle majeur à la concrétisation de la plupart des projets énergétiques de la région tient à l'absence d'entente sur le statut juridique de la Caspienne. L'accord tripartite convenu entre la Russie, le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan ne satisfait pas les objectifs turkmènes et iraniens.

## UNE MULTIPLICATION DES ACTEURS

Américains, Russes et Chinois demeurent les joueurs majeurs dans ce qui est qualifié par plusieurs comme un renouveau du *Grand Jeu*, faisant référence à la lutte géopolitique entre l'empire anglais et russe dans la région au XIX<sup>e</sup> siècle. En arrière-plan, se profilent de nombreux acteurs stratégiques : l'Inde, l'Iran, la Turquie et l'Union européenne.

La Turquie, de par ses liens socioculturels et historiques avec la région dont la plupart des habitants sont turcophones, s'implique également au point de vue sécuritaire, notamment par l'entraînement de soldats kazakhs. Les débouchés énergétiques qu'elle offre sur la Méditerranée l'impliquent de fait dans la plupart des projets occidentaux.

La demande énergétique croissante de l'Inde, parallèle à celle de la Chine, stimule son implication accrue en Asie centrale. Son statut d'observateur au dernier sommet de l'OCS en juin 2006 concrétise d'autant plus son essor régional. La diplomatie indienne passe en outre par la réalisation du pipeline gazier trans-afghan et par des accords bilatéraux sur la coopération énergétique et le contre-terrorisme.

L'Iran, voulant tisser des liens plus solides avec le pouvoir en Asie centrale, se limite à des échanges énergétiques avec le Turkménistan et le Kazakhstan. Un possible rattachement de l'Iran à l'OCS - Téhéran en a avancé l'idée en mai 2006 - semble dans le domaine du possible advenant une approbation russe.

L'Union européenne a tout à gagner à s'impliquer de façon proactive en Asie centrale. L'implication européenne, via l'OSCE, dont les 5 républiques centrasiatiques sont membres, élargit son cercle d'influence dans la région. Par ailleurs, le projet européen TRACECA, vise, depuis 1993, la création d'une nouvelle route de la soie avec une dimension énergétique. Le projet de gazoduc Nabucco, reliant le champ gazier de Shah Deniz, en Azerbaïdjan à la Hongrie via la Géorgie, la Turquie, la Bulgarie et la Roumanie refait aussi surface. Une autre option, le gazoduc Géorgie-Ukraine-Union européenne (GUUE) serait aussi à l'ordre du jour des grandes discussions énergétiques.

## INTERNATIONALISATION DES ENJEUX SÉCURITAIRES ET ÉNERGÉTIQUES EN ASIE CENTRALE : TÉMOIN DE SON DÉSENCLAVEMENT

Le jeu de pouvoir auquel se livre le triangle Chine-Russie-États-Unis est dédoublé par le vent de multilatéralisme qui souffle sur la région. Les investissements croissants dans le domaine énergétique par ces mêmes acteurs pointent clairement vers un désir commun de stabilité politique régionale.

Le prochain sommet de l'OCS à Bichkek, au Kirghizistan, en 2007 sera intéressant à suivre. Les répétitions militaires conjointes (*Peaceful Mission Rubezh-2007*) entre l'OCS et l'OTSC (Organisation du Traité de sécurité collective) prévues pour l'été 2007 sous-tendent ce sommet annuel. En 2006, membres et observateurs de l'OCS représentaient à eux seuls 23% des réserves de pétrole de la planète et plus de 50% des réserves mondiales prouvées de gaz naturel. Ces chiffres imposants ont amené le président Poutine à proposer lors du dernier sommet de l'OCS la création d'un club de l'énergie. Le président Mahmoud Ahmadinejad a renchéri en proposant l'idée de former un équivalent gazier à l'OPEP. Cette proposition a été reprise lors du sommet de la Communauté économique eurasiatique (CEEAA) en août 2006. L'hypothèse est d'ailleurs de nouveau à l'avant-plan de l'actualité énergétique suite à de récentes discussions entre l'Algérie et la Russie. Le président Poutine précisait récemment toutefois qu'une telle initiative ne conduirait pas à la naissance d'un cartel, mais représenterait plutôt une coordination stratégique des exportations des producteurs gaziers. Pour être efficace, encore faudrait-il que les termes sur lesquels s'appuie le marché du gaz soient harmonisés au sein d'une structure compatible avec une telle approche. Ce qui permet de douter de la pérennité de ce projet...

Patrick LACROIX

Adjoint de recherche

Chaire de recherche du Canada en relations internationales

Département de science politique, UQAM